Distribution limitée

WHC-2000/CONF.204/9
Paris, le 25 septembre 2000
Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

**Vingt-quatrième session
Cairns, Australie**

27 novembre - 2 décembre 2000

Point 8 de l'ordre du jour provisoire : Etat de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril :

8.1 Rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril

RESUME

Conformément aux paragraphes 92-93 des Orientations, le Secrétariat et les organes consultatifs présentent ci-après des rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Le cas échéant, le Secrétariat ou les organes consultatifs fourniront des informations complémentaires au cours de la session du Comité.

Décision requise : Il est demandé au Comité d'étudier les rapports ci-joints sur l'état de conservation des biens, de prendre les décisions appropriées et de recommander des mesures à prendre par les Etats parties, les organes consultatifs et le Centre.

1. Des rapports sur l'état de conservation de dix-huit biens naturels et cinq biens culturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en péril sont soumis au Comité pour faciliter la vérification "à intervalles réguliers, [de] l'état des biens figurant sur la Liste du patrimoine mondial en péril" prévue au paragraphe 92 des Orientations.

2. A sa vingt-troisième session ordinaire tenue du 26 juin au 1^{er} juillet 2000 à l'UNESCO, Paris, le Bureau a étudié l'état de conservation de ces mêmes dix-huit biens naturels et cinq biens culturels et il a fait des recommandations et des observations qui ont été par la suite transmises par le Centre aux Etats parties concernés.

3. Les réponses des Etats parties et les nouvelles informations disponibles sur l'état de conservation des vingt-trois biens sont présentés pour étude par le Comité. Il est demandé au Comité d'étudier ces rapports, de prendre les décisions appropriées et de recommander des mesures conformément au paragraphe 93 des Orientations qui indique :

"Sur la base de ces examens réguliers, le Comité décidera, en consultation avec l'Etat partie concerné :

- (i) si des mesures supplémentaires sont nécessaires pour la sauvegarde du bien,*
- (ii) de rayer le bien de la Liste du patrimoine mondial en péril, s'il n'est plus menacé,*

A. Patrimoine naturel

Parc national d'Iguacu (Brésil)

Inscription sur la LPM : 1986 ; sur la LPMP : 1999.

Assistance internationale : Aucune

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.2

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.20

Nouvelles informations :

Inscription sur la LPM : 1986 ; et sur la LPMP : 1999.

Assistance internationale : aucune

Précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.2

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.20

Nouvelles informations :

Le 16 juillet 2000, un pipeline brésilien contenant du pétrole en provenance de Colombie a éclaté ; quatre millions de litres (1,06 millions de gallons) de pétrole brut se sont répandus dans le Barigüü, affluent du rio Iguacu,

(iii) d'envisager l'exclusion du bien à la fois de la Liste du patrimoine mondial en péril et de la Liste du patrimoine mondial, si ce bien a été à tel point altéré qu'il ait perdu les caractéristiques qui avaient déterminé son inscription sur la Liste du patrimoine mondial, selon la procédure décrite aux paragraphes 46 à 56 ci-dessus."

4. Pour faciliter le travail du Comité, tous les rapports sur l'état de conservation présentés ci-après suivent le même format standard :

- Nom du bien (Etat partie) ;
- Année d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril ;
- Assistance internationale accordée au bien jusqu'à maintenant ;
- Résumé des précédents débats. Référence est faite aux numéros de paragraphes concernés des Rapports de la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau (26 juin-1^{er} juillet 2000, UNESCO, Paris ; se référer au document WHC-2000/CONF.204/4) et de la vingt-troisième session du Comité (29 novembre-4 décembre 1999, Marrakech, Maroc). Afin de limiter au maximum le nombre de pages du présent document, les textes tirés de ces deux rapports n'ont pas été répétés ci-après ;
- Nouvelles informations ;
- Action requise.

causant le plus important déversement d'hydrocarbures au Brésil depuis 25 ans. La fuite s'est produite à 20 km en aval de Curitiba, capitale de l'Etat de Parana, à la raffinerie de pétrole de Getulio Vargas ; le pétrole s'est écoulé en aval vers les chutes d'Iguaçu situées dans le Parc national d'Iguaçu, site du patrimoine mondial. La compagnie pétrolière Petrobras, propriétaire de la raffinerie responsable du déversement, a mis en place trois barrages flottants en travers de la rivière et a creusé des fossés sur les berges pour détourner et collecter les eaux contaminées. Les informations reçues de l'Etat partie ont confirmé qu'en raison des opérations rapides de nettoyage mises en œuvre par des experts nationaux et internationaux, le déversement ne s'est étendu que sur 40 km de la rivière. Il semble donc qu'il n'y ait pas d'impact sur le Parc national d'Iguaçu situé à 600 km du site du déversement d'hydrocarbures.

A l'époque de la pollution, la Délégation de l'Argentine auprès de l'UNESCO a rencontré des responsables du Centre pour traiter des craintes de menaces potentielles de pollution pétrolière sur le Parc national argentin d'Iguazu et a envisagé de demander une assistance d'urgence au Fonds du patrimoine mondial. Toutefois, aucune demande d'assistance d'urgence n'a été reçue de l'Argentine au moment de la rédaction du présent rapport.

Quant à la route de Colon, l'Etat partie a fait savoir que le Ministère fédéral de la Justice et l'IBAMA continuaient à faire pression sur le Gouvernement de l'Etat pour fermer la route. L'IBAMA a affecté un million de réals (environ 560.000 dollars) pour soutenir une action concernant la fermeture de la route et pour restaurer des zones touchées par la construction de cette route. L'UICN a cependant reçu un certain nombre de communications de son réseau de membres qui connaissent la situation sur le site et qui s'inquiètent du manque de réaction des autorités locales pour mettre en œuvre la décision du Tribunal fédéral de fermer la route.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

"Le Comité félicite l'Etat partie de sa persévérance à faire strictement appliquer la décision juridique fédérale de fermer la route de Colon. Le Comité engage l'Etat partie à communiquer au grand public les raisons de la fermeture de la route et à prendre toutes les mesures nécessaires pour restaurer l'aire de patrimoine mondial touchée par les activités de construction de la route. Le Comité invite l'Etat partie à faire rapport au Centre, avant le 15 avril 2001, sur l'avancement de ses efforts pour assurer une fermeture effective de la route de Colon et réhabiliter les zones touchées, et à fournir un rapport actualisé sur les résultats du suivi des impacts du déversement d'hydrocarbures qui s'est produit en juillet 2000. Le Comité décide de maintenir le site sur la Liste du patrimoine mondial en péril."

Réserve naturelle de Srébarina (Bulgarie)

Inscription sur la LPM : 1983 ; sur la LPMP : 1992.

Assistance internationale : Le site a reçu une assistance pour des activités de formation et de coopération technique (22.000 dollars).

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.3

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.2

Nouvelles informations : A sa vingt-quatrième session ordinaire du 26 juin au 1^{er} juillet 2000, le Bureau avait noté qu'un déversement de cyanure dans le Danube avait été limité et n'avait pas eu d'impacts majeurs sur l'intégrité du site. Toutefois, le Bureau avait engagé l'Etat partie à continuer à contrôler l'impact du déversement ainsi que d'autres importants agents polluants pénétrant dans le lac. Le rapport sur l'état de conservation à fournir par l'Etat partie avant le 15 septembre 2000, selon la recommandation de la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau, n'a toujours pas été reçu par le Centre au moment de la préparation du présent rapport.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées

pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Parc national du Manovo-Gounda-St. Floris (République centrafricaine (RC))

Inscription sur la LPM : 1988 ; sur la LPMP : 1997.

Assistance internationale : Aucune.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau - paragraphe IV.4

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.3

Nouvelles informations : En juillet 2000, le Centre a été contacté par Earth Conservancy, organisation non gouvernementale dont le siège est aux Etats-Unis, qui faisait valoir le fait qu'on lui avait accordé la possibilité de gérer trois Parcs nationaux en République centrafricaine pour une période vingt ans à partir de l'an 2000. Selon la demande des représentants de cette ONG, une réunion s'est tenue à l'UNESCO le 20 juillet 2000 avec la participation de responsables du Centre, du Bureau de l'UNESCO pour les ressources extrabudgétaires et du Bureau du Directeur général. Les représentants de l'ONG et un fonctionnaire du gouvernement centrafricain ont visité le Centre du 1^{er} au 7 août 2000, peu après leur visite sur site de la fin juillet 2000. Ils ont informé le Centre de la poursuite du braconnage et de l'entrée illégale sur le site de groupes armés venus de pays voisins.

Un représentant du Ministère centrafricain des Forêts, de l'Environnement, des Eaux et de la Chasse doit présenter un rapport sur l'état de conservation du site à un atelier Centre/UICN sur "Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial" à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000. Les informations fournies à l'atelier et le résultat des débats entre les participants centrafricains et le personnel du Centre et de l'UICN seront communiqués lors de la vingt-quatrième session du Comité.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

République démocratique du Congo (RDC)

Parc national des Virunga – Inscription sur la LPM : 1979 ; sur la LPMP : 1994.

Parc national de la Garamba – Inscription sur la LPM : 1980 ; sur la LPMP : 1996.

Parc national de Kahuzi-Biega – Inscription sur la LPM : 1980 ; sur la LPMP : 1997.

Réserve de faune à okapis – Inscription sur la LPM : 1996 ; sur la LPMP : 1997.

Parc national de la Salonga – Inscription sur la LPM : 1984 ; sur la LPMP : 1999.

Assistance internationale : **Parc national des Virunga** : 55.000 dollars pour de l'équipement et des indemnités pour le personnel au titre de l'assistance d'urgence et 9.500 dollars pour la formation du personnel. **Parc national de la Garamba** : 107.845 dollars pour de l'équipement et des indemnités pour le personnel au titre de l'assistance d'urgence et 50.000 dollars pour de l'équipement au titre de la coopération technique. **Parc national de Kahuzi-Biega** : 44.848 dollars au titre de la coopération technique et 20.000 dollars au titre de l'assistance d'urgence pour de l'achat d'équipement. **Réserve de faune à okapis** : 3.000 dollars pour la préparation du dossier de proposition d'inscription du site et 20.000 dollars pour la formation des gardes et la construction de camps. **Parc national de la Salonga** : 6.000 dollars au titre de l'assistance préparatoire, 72.00 dollars au titre de la coopération technique et 7.500 dollars pour la formation du personnel.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.5

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.4 et X.21

Nouvelles informations : A sa vingt-quatrième session ordinaire, (26 juin-1^{er} juillet 2000, Paris), le Bureau a étudié un rapport récapitulatif d'une mission intermédiaire en RDC, y compris dans l'est du pays touché par la guerre et dans les capitales du Rwanda et de l'Ouganda voisins, tous deux impliqués dans la guerre qui sévit dans l'Est de la RDC. Ce rapport présentait quatre recommandations spéciales pour action (voir pages 7-8 du document WHC-2000/CONF.204/4). En réponse, le Centre a mis en œuvre les mesures suivantes :

(1) Le Directeur du Centre a écrit au Chef de la MONUC pour lui transmettre officiellement le mémorandum soumis au Chef de la MONUC par l'équipe de la mission UNESCO du patrimoine mondial. Le Bureau du Chef de la MONUC à New York, par lettre en date du 26 septembre 2000, a assuré le Directeur du Centre que dans la limite de son mandat et des ressources disponibles, la MONUC aidera l'UNESCO, l'ICCN et leurs partenaires à préserver les sites du patrimoine mondial de RDC. Une telle assistance pourrait se concrétiser par le transport de personnel et d'équipement et de matériels destinés aux sites. Toutefois, le Chef de la MONUC a observé qu'à long terme, la conservation des cinq sites du patrimoine mondial de RDC dépendra essentiellement de l'avancement réalisé dans la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu de Lusaka et d'autres résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité concernant la RDC ;

(2) Le Centre a recruté un consultant pour trois mois à partir du 10 septembre 2000 pour mettre en place une unité de coordination pour l'exécution du projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP à Nairobi, Kenya. Un coordonnateur du projet doit être recruté avant la fin de 2000. Sur la base des recommandations de l'ICCN à Kinshasa et d'autres partenaires du projet – soit le WWF, l'IRF, la GTZ-Allemagne, le GIC et la WCS, le Chef du Parc national de la Garamba, qui travaille actuellement

avec le WWF-Nairobi, servira "d'homologue de l'ICCN" au sein de l'unité de coordination. Le contrat avec "l'homologue de l'ICCN" est en cours de finalisation et les services assurés à l'unité de coordination du projet débuteront en octobre 2000.

(3) Le Centre négocie actuellement la tenue d'une réunion de personnel technique représentant les trois régimes différents de gouvernance sur le territoire de la RDC ; cette réunion est prévue du 30 octobre au 1^{er} novembre à Nairobi, Kenya. Le consultant et "l'homologue de l'ICCN" mentionnés aux points (1) et (2) ci-dessus et le responsable de l'équipe de deux personnes qui a entrepris la mission en RDC, au Rwanda et en Ouganda du 8 mai au 11 juin, faciliteront l'organisation et la tenue de la réunion ; et

(4) La composition possible et la date de la mission de haut niveau qui doit se rendre en RDC, au Rwanda et en Ouganda seront sans doute discutés au cours d'un déjeuner-débat prévu le 28 septembre 2000 entre le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur exécutif du PNUE. Les participants à la réunion ont été informés qu'il serait intéressant que des responsables de l'UNESCO et du PNUE dirigeant cette mission de haut niveau dans les capitales des trois pays concernés par la guerre dans l'est du Rwanda puissent rencontrer les Chefs d'Etat et autres personnalités importantes et attirer leur attention sur la nécessité de respecter la législation internationale et renforcer la conservation de tous les sites du patrimoine mondial de la région, en particulier ceux de l'Est de la RDC.

Selon la suggestion du Délégué du Zimbabwe à la vingt-quatrième session du Bureau, le Centre a jugé prioritaire d'entreprendre les mesures profitant directement aux sites, dans le cadre du projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP. Les contrats avec les partenaires du projet pour le paiement des salaires, les primes de performance et les rations médicales et de nourriture pour le personnel du site sont en cours de finalisation et la mise en œuvre doit commencer en octobre 2000. A cet égard, les retombées pour chaque site pour la première année de l'exécution du projet sont les suivantes :

- 348 personnes des Virunga recevront une somme totale de 175.392 dollars ;
- 236 personnes de la Garamba recevront une somme de 118.944 dollars ;
- 83 personnes de Kahuzi-Biega seront payées une somme totale de 41.832 dollars ;
- 56 personnes seront payées une somme totale de 28.224 dollars ; et
- 150 personnes de la Salonga recevront une somme de 75.600 dollars.

Ces sommes attribuées aux cinq sites ont été calculées sur la base d'un taux normalisé de 42 dollars/mois/personne, comprenant un salaire de base de 30 dollars par garde et de 26 dollars par manœuvre et des sommes complémentaires de 12 dollars par garde et de 16 dollars par manœuvre pour couvrir les primes de performance et les rations médicales et de nourriture. Les partenaires du projet qui seront responsables du transfert des paiements de l'UNESCO au personnel des sites sont : le Bureau du WWF pour l'Afrique de l'Est à Nairobi, Kenya, pour les Virunga ; le Bureau de l'IRF à Nairobi, Kenya, pour la Garamba ; Gilman International Conservation pour Okapis ; et les

projets de la GTZ-Allemagne responsables pour le Kahuzi-Biega et la Salonga. Le projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP a réservé des fonds pour le maintien de tels paiements au personnel des sites pour les trois ans à venir, soit jusqu'en octobre 2004. En même temps, les partenaires du projet continuent à soutenir le financement de certains postes de personnel qualifié, comme par le passé, sur les différents sites pour lesquels ils ont assumé des responsabilités.

Les 21.000 dollars sur les 48.000 dollars approuvés au titre de l'assistance d'urgence par le Président en avril 2000 – et réservés pour le paiement des retraites de 70 personnes au taux de 300 dollars par membre du personnel du Parc national des Virunga – ont été décentralisés au Bureau de l'UNESCO à Nairobi, Kenya, pour paiement en coopération avec le Bureau du Programme du WWF pour l'Afrique de l'Est à Nairobi.

Le Comité pourrait souhaiter rappeler le fait que l'UNF et l'UNFIP ont approuvé en novembre 1999 une somme de 2.895.912 dollars sur le coût total de 4.180.600 dollars et qu'ils ont engagé le Centre et ses partenaires à réunir les fonds complémentaires auprès d'autres sources. Le Centre, en collaboration avec ses partenaires, y compris l'ICCN de Kinshasa, a élaboré un projet pour aider les communautés locales résidant sur les cinq sites centrafricains du patrimoine mondial en péril et aux alentours. Ce projet sur quatre ans – d'un montant estimé à 500.000 dollars – a attiré l'intérêt du Cabinet du Gouvernement belge de la Coopération pour le Développement. Le Bureau de l'UNESCO pour les ressources extrabudgétaires procède actuellement à la mise au point des négociations. Le Centre et la Division des sciences écologiques de l'UNESCO et les partenaires du projet sont également en contact avec d'autres bailleurs de fonds, comme l'Union européenne, pour réunir les fonds restants et parvenir au coût total estimé de 4.180.600 dollars en vue de mettre en œuvre l'ensemble du projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP.

A Kahuzi-Biega, on a organisé des sessions de formation au suivi destinées aux gardes et un cours de recyclage en techniques paramilitaires dans l'objectif d'augmenter la capacité de surveillance des gardes pour parvenir à 10% de la zone du Parc national normalement accessible. Deux postes de surveillance ont été réoccupés par le personnel en mai 2000 mais ont dû être évacués un mois plus tard car ils ont été attaqués deux fois par des bandes armées, ce qui a poussé les gardes à battre en retraite. Les gardes continuent cependant à patrouiller régulièrement dans les zones accessibles. En août-septembre 2000, une équipe constituée de membres du personnel du Parc, d'autorités locales et de représentants de plusieurs services gouvernementaux ont réalisé un travail de marquage des limites du Parc dans le corridor entre les secteurs des hautes terres et des basses terres. L'équipe était escortée d'une cinquantaine de soldats. Le 5 septembre, d'importantes forces rebelles de l'Armée de Libération du Rwanda ont attaqué le camp de l'équipe. Onze personnes ont été tuées et il y a eu de nombreux blessés, dont certains grièvement. Aucun des membres du personnel du Parc ou des bureaux locaux de l'ICCN n'a été gravement blessé. Cinq personnes ont été prises en otages mais ont été

ensuite relâchées indemnes. Les rebelles ont cependant emporté l'équipement du groupe qui n'a pu être récupéré.

A la mi-juin 2000, certaines mesures de sécurité ont été mises en place et ont permis à une équipe de commencer un travail d'inventaire dans la partie des hautes terres du Parc pour mieux estimer les nombres de gorilles et d'éléphants qui restaient dans cette zone. Cela va renforcer les capacités du personnel du Parc car la nouvelle équipe de suivi du Parc participe à ce travail. Quand ce travail sera terminé, le projet d'inventaire cédera la plus grande partie de l'équipement utilisé à l'équipe du Parc, pour lui permettre de poursuivre le programme de suivi. L'organisation scientifique et une grande partie du budget de cet inventaire sont assurés par la Wildlife Conservation Society (WCS), le Dian Fossey Gorilla Fund (DFGF) et Born Free. Le projet de la GTZ-Allemagne pour le Kahuzi-Biega a fourni des véhicules, des tentes, des radios et d'autres équipements.

Quant à la Salonga, l'UICN a reçu un rapport sur un recensement de 1998 des bonobos et autres grands mammifères. Les données de cette étude signalent des nombres raisonnables à l'époque de bonobos, bongos, cercocèbes noirs et léopards dans la partie nord du Parc. On a également noté la présence de certains éléphants, bien qu'en nombre beaucoup plus réduit. On ne sait cependant pas clairement si les troubles en RDC ont affecté la population de bonobos et autres grands mammifères. Ce facteur et l'importance du Parc pour la préservation des bonobos exigent de nouvelles évaluations détaillées. Le rapport conclut que le braconnage à l'intérieur du Parc augmente en raison des empiètements humains.

Dans le cas de la Réserve de faune à okapis comme du Parc national de la Garamba, les partenaires concernés par la protection du site – soit la Wildlife Conservation Society (WCS) à Okapi et l'International Rhino Foundation (IRF) à la Garamba – ont respectivement décelé une augmentation du braconnage des éléphants qui bénéficierait de l'appui de certaines sections des forces armées ougandaises. Le WCS et l'IRF ont tous deux écrit au Ministre ougandais de l'Etat, des Affaires étrangères et de la Coopération régionale pour lui demander d'intervenir pour enquêter sur la question. Ils lui ont instamment demandé que les forces ougandaises n'aident en aucune façon les braconniers qui chassent les éléphants et si possible qu'elles aident et renforcent les responsables locaux qui travaillent à la préservation des sites du patrimoine mondial de l'Est de la RDC. Le WCS et l'IRF ont transmis au Centre des doubles de leur lettre au Ministre ougandais. Le Centre transmettra ces doubles à l'attention du Délégué permanent de l'Ouganda auprès de l'UNESCO pour vérification et action nécessaire. Aux Virunga, la situation est inchangée par rapport à ce qui avait été indiqué à la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau en juin/juillet 2000.

Le Directeur général de l'ICCN à Kinshasa, par ses lettres des 29 août et 15 septembre 2000, a accusé réception des observations, conclusions et recommandations de la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau et il a remercié le

Bureau de son appréciation du travail du personnel du site et de l'appui permanent apporté à la conservation des cinq sites.

Action requise : "Le Comité demande au Centre de continuer à développer ses relations et de chercher les meilleurs moyens de travailler en liaison avec la MONUC pour favoriser les liens entre le maintien de la paix et la conservation du patrimoine mondial en RDC et dans les pays voisins. Le Comité recommande que le Centre, en collaboration avec l'ICCN et d'autres partenaires, assure une exécution effective du projet UNESCO/RDC/UNF-UNFIP, en mettant l'accent et la priorité sur les éléments du projet qui soutiennent le travail du personnel du site. Le Comité engage le Centre à travailler avec les unités administratives et d'appui de l'UNESCO pour trouver les moyens d'assurer un transfert rapide et effectif des fonds, par le biais des partenaires du projet, aux bénéficiaires sur place qui tentent de protéger les sites du patrimoine mondial dans une zone à hauts risques. Le Comité se félicite de l'intérêt du Gouvernement belge et le remercie d'appuyer un projet qui devrait permettre aux communautés locales de travailler avec le personnel du site à la conservation des cinq sites. Il engage vivement l'UNESCO et le Centre à accélérer la finalisation des négociations avec la Belgique pour permettre un transfert rapide d'assistance aux communautés locales résidant près des cinq sites. Le Comité décide de maintenir l'ensemble des cinq sites sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

Parc national Sangay (Equateur)

Inscription sur la LPM : 1983 ; sur la LPMP : 1992

Assistance internationale : Le Parc national Sangay a reçu une assistance internationale au titre de la coopération technique pour de l'équipement et des activités de sensibilisation à l'environnement au sein des communautés locales (48.500 dollars) et pour la formation du personnel du Parc (10.000 dollars).

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.6

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.5

Nouvelles informations : L'UICN a étudié le rapport sur l'état de conservation soumis par l'Etat partie et joint à une lettre datée du 27 juillet 2000 adressée au Centre. Ce rapport traite des efforts de l'Etat partie pour renforcer la conservation de ce site malgré la situation économique difficile du pays. Les conclusions du rapport soulignent qu'étant donné que la route Guamoto-Macas a rendu le site plus accessible, l'intégrité du Parc est plus menacée. Les pressions causées par les populations locales qui veulent pénétrer dans le Parc à la suite de l'éruption du Tungurahua représentent aussi un important sujet de préoccupation. Ce rapport de l'Etat partie renforce les conclusions de la mission UICN sur le site en juillet 1999. L'UICN a félicité l'Etat partie de ses efforts pour renforcer la conservation de ce site et elle a recommandé de

maintenir ce site sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Ministre équatorien de l'Environnement doit présenter un exposé sur le cas du Parc national Sangay à l'atelier du Centre/UICN sur "Le rôle de la Liste du patrimoine mondial en péril dans la promotion de la coopération internationale en faveur des sites du patrimoine mondial", à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000. A cet atelier, les responsables du Centre et de l'UICN discuteront avec les autorités équatoriennes de l'élaboration d'un plan – avec description d'indicateurs et de normes – pour le suivi permanent de l'état de conservation de Sangay et pour envisager le retrait éventuel du site de la Liste du patrimoine mondial en péril.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Parc national du Simen (Ethiopie)

Inscription sur la LPM : 1978 ; sur la LPMP : 1996

Assistance internationale : Le Parc national du Simen a reçu 110.307 dollars au titre de la coopération technique et 9.000 dollars pour la formation du personnel.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.7

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.6

Nouvelles informations : Le Directeur du Centre, par lettre du 28 août 2000, a informé le Délégué permanent de l'Ethiopie que le Président et lui-même ne pouvaient pas entreprendre de mission en Ethiopie avant la vingt-quatrième session du Comité en raison de strictes contraintes de temps. Toutefois, le Chef du Bureau régional de l'Agriculture responsable de la gestion de ce site doit faire un exposé à l'atelier du Centre/UICN sur "Le rôle de la Liste du patrimoine mondial en péril dans la promotion de la coopération internationale en faveur des sites du patrimoine mondial", à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000. Les responsables du Centre et de l'UICN discuteront de toutes les questions relatives à la conservation de ce site, ainsi que de la nécessité d'une mission potentielle sur le site. Le Président et le Directeur du Centre y participeraient au début de 2001 et en communiqueraient les résultats à la vingt-quatrième session du Comité.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Réserve naturelle du mont Nimba (Guinée/Côte d'Ivoire)

Inscription sur la LPM : 1981 ; sur la LPMP : 1992

Assistance internationale : Ce site a reçu jusqu'ici 29.082 dollars au titre de l'assistance préparatoire ; 30.000 dollars au titre de l'assistance d'urgence ; 179.927 dollars pour de la coopération technique ; et 22.000 dollars pour de la formation.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.8

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.7

Nouvelles informations : A sa vingt-quatrième session ordinaire (26 juin-1^{er} juillet 2000, Paris) le Bureau a approuvé l'octroi d'une somme de 30.000 dollars pour renforcer la capacité institutionnelle du Mont Nimba (CEGEN) et financer la mission d'un consultant sur place afin d'étudier l'état de conservation du site. La mission devait aussi étudier avec le PNUD le rôle du CEGEN dans la mise en œuvre du projet du FEM pour la gestion du Mont Nimba et l'aménagement participatif des terrains adjacents au site. La mission de trois semaines du consultant a commencé le 24 août 2000 ; des informations préliminaires du consultant révèlent que le site est sérieusement dégradé. Depuis 1996, des colons installés dans la zone tampon exploitent les forêts. On attend prochainement un rapport plus détaillé de la mission du consultant.

Lors d'un atelier sur le patrimoine mondial et l'exploitation minière tenu au Siège de l'UICN du 20 au 23 septembre 2000, on a discuté du cas du Mont Nimba et les participants ont noté que les questions essentielles qui se posent sur ce site sont : (a) la nécessité d'une démarcation précise des limites, en tenant compte des limites proposées lors de l'inscription et des modifications proposées par la suite ; (b) la nécessité d'une coopération transfrontalière effective entre les deux Etats parties (Guinée et Côte d'Ivoire) et avec le Libéria qui n'a pas encore ratifié la Convention ; et (c) la nécessité de stimuler les efforts de collecte de fonds pour ce site, en se basant sur de précédentes propositions et recommandations, y compris celles du Comité concernant la création d'un fonds ou d'une fondation pour la conservation du Mont Nimba.

Le Directeur général du CEGEN doit faire un exposé sur le cas du Mont Nimba à l'atelier Centre/UICN sur "Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial" à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Réserve de la biosphère Rio Platano (Honduras)

Inscription sur la LPM : 1982 ; sur la LPMP : 1996.

Assistance internationale : Rio Platano a reçu 167.025 dollars pour de la coopération technique et 11.000 dollars pour de la formation.

Résumé des précédents débats :

Vingt-troisième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.9

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.8

Nouvelles informations : L'Etat partie, par lettre datée du 21 juin 2000, a invité une mission Centre/UICN à se rendre sur le site. L'UICN et le Centre ont collaboré pour trouver des experts pour entreprendre la mission du 22 au 29 octobre 2000 ; un rapport sur les résultats de cette mission sera fourni lors de la vingt-quatrième session du Comité. Un représentant de la direction du site doit présenter un exposé sur le cas de Rio Platano à l'atelier du Centre/UICN sur "Le rôle de la Liste du patrimoine mondial en péril dans la promotion de la coopération internationale en faveur des sites du patrimoine mondial", à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Sanctuaire de faune de Manas (Inde)

Inscription sur la LPM : 1985 ; sur la LPMP : 1992

Assistance internationale : 165.000 dollars au titre de l'assistance d'urgence depuis juin 1997, en deux versements de 75.000 et de 90.000 dollars respectivement, pour la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation sur trois ans approuvé par le Bureau en juin 1997.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.10

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.9

Nouvelles informations : On n'a reçu aucune nouvelle information sur l'état de conservation de ce site depuis la clôture de la vingt-quatrième session du Bureau (26 juin-1^{er} juillet 2000, Paris). Toutefois, l'inspecteur général adjoint de la Nature du Ministère de l'Environnement et des Forêts à New Delhi, Inde a accepté de présenter l'étude du cas de Manas à l'atelier Centre/UICN sur "Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial" à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000. Pendant l'atelier, les responsables du Centre et de l'UICN discuteront du calendrier de la visite sur le site, initialement prévue pour 2000 mais reportée à la demande de l'Etat partie au début de 2001. Ils communiqueront le résultat de ces discussions lors de la session du Comité.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

"Le Comité recommande que la mission Centre/UICN d'étude de l'avancement de la mise en œuvre du plan de réhabilitation adopté en 1997 et partiellement financé par des subventions d'un montant de 165.000 dollars du Fonds du patrimoine mondial, soit entreprise dès que possible en 2001 et que l'on soumette un rapport à la vingt-cinquième session ordinaire du Bureau en 2001. Le Comité engage vivement le Centre et l'UICN à utiliser toutes les informations mises à sa disposition par l'Etat partie au cours des derniers mois de l'an 2000 pour planifier la visite sur le site, en particulier pour évaluer les conséquences des mesures de réhabilitation pour limiter les menaces dues au braconnage des rhinocéros de Manas. Le Comité décide de maintenir ce site sur la Liste du patrimoine mondial en péril."

Réserves naturelles de l'Aïr et du Ténéré (Niger)

Inscription sur la LPM : 1991 ; sur la LPMP : 1996.

Assistance internationale : Les Réserves naturelles de l'Aïr et du Ténéré ont bénéficié d'une subvention d'assistance préparatoire de 10.000 dollars et de subventions de formation d'un montant de 40.000 dollars. La vingt-troisième session ordinaire du Bureau a donné son aval à un plan de réhabilitation du site. En 1999, y compris à la vingt-troisième session du Comité (Maroc, 1999), quand le Comité a approuvé des projets à financer au titre du budget du Fonds du patrimoine mondial pour l'an 2000, une somme totale de 127.000 dollars a été approuvée pour de la coopération technique et des projets de formation en cours dans le cadre du plan de réhabilitation.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.11

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.10

Nouvelles informations : Conformément à la suggestion de la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau (26 juin-1^{er} juillet 2000, Paris), le Centre a demandé l'avis de l'Etat partie sur la date d'un éventuel retrait du site de la Liste du patrimoine mondial en péril. L'Etat partie, par lettre datée du 16 août 2000, a informé le Centre qu'il souhaitait terminer la mise en œuvre de toutes les activités du programme de réhabilitation avant de demander au Comité d'envisager de retirer ce site de la Liste du patrimoine mondial en péril. L'Etat partie estime que la mise en œuvre du programme de réhabilitation sera achevée en 2001. Un représentant de l'Etat partie doit présenter une étude de cas sur ce site à l'atelier Centre/UICN sur "Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial" à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

"Le Comité invite l'Etat partie à soumettre au Centre un rapport d'avancement détaillé, avant le 15 avril 2001, sur les résultats du programme de réhabilitation mis en œuvre et il demande au Centre et à l'UICN d'étudier ce rapport et de soumettre leurs conclusions à la vingt-cinquième session ordinaire du Bureau en 2001. Le Centre et l'UICN devront entreprendre une estimation détaillée des menaces sur le site qui ont été effectivement réduites et juger de la nécessité de toutes mesures complémentaires nécessaires pour permettre à la vingt-cinquième session du Comité de déterminer si le Comité peut retirer ce site de la Liste du patrimoine mondial en péril à sa vingt-cinquième session à la fin de 2001. Le Comité décide de maintenir ce site sur la Liste du patrimoine mondial en péril."

Parc national de l'Ichkeul (Tunisie)

Inscription sur la LPM : 1980 ; sur la LPMP : 1996

Assistance internationale : L'Ichkeul a reçu jusqu'ici 50.000 dollars au titre de la coopération technique et 15.000 dollars au titre de la formation.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.12

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.II

Nouvelles informations : L'UICN a informé le Centre que la pluviosité pendant l'hiver 1999 et le printemps 2000 dans la région de l'Ichkeul a été inférieure à la moyenne et que le taux de salinité des eaux du lac a de nouveau augmenté. Après deux hivers avec des précipitations normales qui ont permis une restauration de la végétation d'eau douce, ce retournement du modèle des précipitations a entraîné de nouvelles augmentations de la salinité des eaux du lac comme en 1997 et l'on risque de perdre le bénéfice de la restauration du lac de ces deux dernières années. Malgré le fait que de tels retournements climatiques imprévisibles peuvent se reproduire dans l'avenir, l'UICN réaffirme le bien-fondé de la recommandation de la mission sur le site entreprise en mars 2000 par une équipe composée de représentants de l'UICN, du Secrétariat de la Convention de Ramsar et d'autres organisations internationales et régionales :

- Actualisation du plan de gestion intégrée du site, avec la participation de tous les groupes d'intérêts concernés. Ce plan devrait esquisser les grandes lignes d'un plan d'action pour traiter les menaces essentielles qui pèsent sur le Parc et s'assurer de la disponibilité de ressources pour sa mise en œuvre ;
- Mise en œuvre d'une structure institutionnelle adaptée pour la gestion du Parc, dotée d'importants appuis à tous les niveaux et d'un mandat précis pour la gestion du site ;
- Attention urgente aux questions prioritaires recensées par l'équipe de la mission, notamment : (a) restauration du marécage de Joumine ; (b) problèmes

causés par l'envasement du lac ; et (c) possibilité très prochaine d'un déversement des eaux ;

- Mise au point d'un programme de suivi et d'évaluation clair et précis permettant de fournir des données à tous les groupes concernés et à la communauté scientifique de manière efficace et ouverte ; et
- Etablissement d'un calendrier précis d'activités entraînant des améliorations mesurables du lac et des marécages voisins dans les cinq ans à venir.

L'Etat partie n'a pas soumis le rapport demandé par la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau ; ce rapport devait décrire sa réponse aux conclusions et recommandations de la mission de mars 2000. Un représentant de l'Etat partie doit faire un exposé à l'atelier Centre/UICN sur "Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial" à Amman, Jordanie, les 6-7 octobre 2000. Les responsables du Centre et de l'UICN qui participeront à l'atelier discuteront des résultats de la mission de mars 2000 avec le représentant tunisien et recueilleront son avis sur les conclusions et recommandations de la mission.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Monts Rwenzori (Ouganda)

Inscription sur la LPM : 1994 ; sur la LPMP : 1999

Assistance internationale : 32.249 dollars ont été fournis jusqu'à maintenant au titre de la coopération technique.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.13

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.22

Nouvelles informations : En réponse aux observations et recommandations de la vingt-quatrième session du Bureau, transmises par la lettre du Centre datée du 10 juillet 2000, le Directeur exécutif du service ougandais pour la préservation de la faune sauvage (UAW), par lettre du 13 septembre 2000, a souligné qu'il fallait maintenir le Parc national des Monts Rwenzori (RMNP) la Liste du patrimoine mondial en péril pour les raisons suivantes :

- Le RMNP est toujours fermé au public et l'insurrection menée par des groupes armés continue à avoir des conséquences sur la gestion, les habitats et la faune sauvage ;
- Les communautés résidant autour du Parc sont également touchées. Elles se tournent vers le Parc comme une source essentielle de ressources, ce qui fait peser des menaces précises sur les habitats et la

faune sauvage car, en l'absence de contrôles et de gestion, elles pourraient adopter des pratiques d'utilisation non durable des ressources ; et

- Le Parc manque des outils élémentaires de gestion pour traiter les problèmes causés par l'insurrection et les pressions des communautés pour se procurer des ressources.

Le Directeur exécutif a bien accueilli les suggestions du Bureau de sensibiliser l'opinion internationale en faveur de la conservation de ce site. Il s'est déclaré prêt à travailler avec le Centre et d'autres partenaires concernés pour réunir des fonds pour la protection de ce site du patrimoine mondial en péril.

L'UICN a indiqué que les parties sud et nord-est du Parc étaient relativement sûres et que l'UAW avait repris ses opérations dans la partie est du Parc et étudiait la possibilité d'ouvrir ce secteur aux touristes. Cependant, les risques sont toujours bien présents dans les parties ouest du Parc qui bordent la RDC et la direction du Parc manque sérieusement de ressources pour bien le gérer.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

"Le Comité suggère que le Centre et l'UICN étudient les possibilités de sensibiliser l'opinion internationale en faveur de la conservation de ce site. Par ailleurs, le Comité recommande que le Centre coopère avec l'Etat partie et les unités des Nations Unies concernées dans la région pour étudier tous les moyens d'aider le personnel responsable de la protection du site et limiter au maximum les menaces que représentent les groupes militants et armés. Le Comité recommande de maintenir le site sur la Liste du patrimoine mondial en péril."

Parc national des Everglades (Etats-Unis d'Amérique)

Inscription sur la LPM : 1979 ; sur la LPMP : 1993

Assistance internationale : Aucune

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.14

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.12

Nouvelles informations : La vingt-quatrième session ordinaire du Bureau a demandé au Centre et à l'UICN de rencontrer l'Etat partie et de discuter de la préparation d'un programme de mesures de réhabilitation complète du site permettant son retrait éventuel de la Liste du patrimoine mondial en péril. Une vidéoconférence entre le Centre, l'UICN et l'Etat partie est prévue les 10 et 11 octobre 2000 à cette fin. Les résultats de cette vidéoconférence seront communiqués à la vingt-quatrième session du Comité.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées

pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Parc national Yellowstone (Etats-Unis d'Amérique)

Inscription sur la LPM : 1978 ; sur la LPMP : 1995.

Assistance internationale : Aucune

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.15

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.13

Nouvelles informations : La vingt-quatrième session ordinaire du Bureau a demandé au Centre et à l'UICN de

B. Patrimoine culturel

Butrint (Albanie)

Inscription sur la LPM : 1992 ; sur la LPMP : 1997.

Assistance internationale : Suite à la décision du Comité en 1997 d'allouer 100.000 dollars au titre de l'assistance d'urgence, quatre contrats ont été établis pour un montant total de 33.000 dollars. En 1999, un projet de mise en œuvre de nouvelles activités a été reçu et approuvé pour un montant total de 40.800 dollars par le Président du Comité. La mise en œuvre et la soumission de rapports sur certains des contrats sont cependant sérieusement retardées.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.16

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.14

Nouvelles informations : Le Bureau à sa vingt-quatrième session ordinaire en juin/juillet 2000, a demandé aux autorités de soumettre d'ici le 15 septembre 2000 un rapport sur la mise en œuvre des recommandations faites par la mission UNESCO-ICOMOS-Fondation Butrint en 1997. A ce jour, Centre n'a pas reçu le rapport demandé.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Angkor (Cambodge)

Inscription sur la LPM : 1992 ; et sur la LPMP : 1992.

Assistance internationale : Angkor a reçu jusqu'ici 15.000 dollars au titre de l'assistance préparatoire, 10.000 dollars pour de la formation et 98.595 dollars au titre de l'assistance d'urgence.

rencontrer l'Etat partie et de discuter de la préparation d'un programme de mesures de réhabilitation complète du site permettant son retrait éventuel de la Liste du patrimoine mondial en péril. Une vidéoconférence entre le Centre, l'UICN et l'Etat partie est prévue les 10 et 11 octobre 2000 à cette fin. Les résultats de cette vidéoconférence seront communiqués à la vingt-quatrième session du Comité.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les nouvelles informations qui pourraient être disponibles lors de sa session, prendre les décisions nécessaires et recommander des mesures appropriées pour examen par l'Etat partie, les organismes consultatifs et le Centre.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau - paragraphe IV.17

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe – X.15

Nouvelles informations : Réunion, le 20 juin 2000, de la session plénière du Comité international de Coordination pour la sauvegarde et le développement du site historique d'Angkor (CIC), dont l'UNESCO assure le Secrétariat.

1. Activités de l'APSARA : Conformément à l'impulsion donnée par la co-présidence du CIC, son Secrétariat permanent et le Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh ont pris plusieurs initiatives pour assurer une pleine transparence de gestion des recettes du site d'Angkor. La question a été débattue lors de la session plénière du CIC, en présence du Représentant du Premier Ministre du Gouvernement royal. Le Gouvernement a pris la décision d'augmenter de 500.000 dollars la dotation accordée à l'APSARA et de réviser prochainement les clauses du contrat de la société privée concessionnaire des droits d'entrée au site d'Angkor.

Suite à la demande du Président Directeur Général de l'APSARA, une liste de membres pouvant composer un Comité Ad hoc pour le suivi du transfert de l'aéroport de Siem Reap/Angkor a été proposée par l'UNESCO aux autorités cambodgiennes.

Le programme d'"Appui institutionnel à l'Autorité APSARA" mis en œuvre et financé par la France a débuté. Il s'articule autour de quatre domaines : mesures de protection du patrimoine, maintenance régulière des monuments, lutte contre le pillage et le trafic illicite des biens culturels et formation.

2. Formation : Le premier cycle de formation technique de spécialistes en conservation des sites et monuments, organisé par l'APSARA avec le soutien financier du Japon et mené en étroite coopération avec l'ICCROM, SPAFA et l'UNESCO, s'est terminé avec d'excellents résultats. Vingt

jeunes diplômés en archéologie, architecture et ingénierie ont participé à cette formation intensive. Lors du dernier CIC, il a été décidé de poursuivre cette expérience. Des financements sont recherchés pour les sessions 2000/01 et 2001/02. Un vaste programme de formation sur quatre ans d'architectes et de techniciens khmers a par ailleurs été lancé par le gouvernement français en accord avec le CIC.

3. Trafic illicite : Le CIC a été informé que le Premier Ministre thaïlandais a signé avec son homologue cambodgien, en juin dernier, un accord spécial relatif à la lutte conjointe des deux royaumes contre les pillages des temples khmers, dont les produits transitent par les frontières thaïlandaises. Cet accord est l'aboutissement de l'action de l'UNESCO auprès du Ministère cambodgien de la Culture et des Beaux-Arts pour l'aider à appliquer la Loi sur le patrimoine et à préparer des dossiers juridiques et techniques pour le retour des biens volés.

4. Centre International de Documentation Scientifique et Technique sur Angkor (CID) : Le CID a enrichi ses collections grâce au transfert de tous les rapports techniques gardés jusqu'à présent par l'UNESCO à Phnom Penh. Une banque de données bibliographiques est en cours d'élaboration sur le logiciel CDS/ISIS. Avec le soutien du Japon et en accord avec l'APSARA, l'expert de l'UNESCO et le membre de l'APSARA affecté à temps plein au CID, poursuivront ce programme en 2001.

La prochaine session technique du CIC se tiendra les 14 et 15 décembre à Siem Reap. Elle sera précédée par le cinquième symposium international sur le Bayon, organisé par l'Equipe gouvernementale du Japon pour la Sauvegarde d'Angkor en coopération avec l'APSARA et l'UNESCO (11-12 décembre). Le groupe ad hoc d'experts de l'UNESCO se réunira au même moment. Il est également prévu qu'une réunion internationale sur le tourisme culturel dans la région se tiendra du 11 au 13 décembre 2000 à Siem Reap. Elle sera organisée par l'Organisation mondiale du tourisme et l'UNESCO y participera.

Action requise : "Le Comité, après avoir examiné le rapport sur l'état de conservation du site, félicite le Gouvernement Royal du Cambodge pour les avancées significatives obtenues dans le domaine de la formation permettant d'assurer la maîtrise d'ouvrage et la maintenance régulière des monuments et l'encouragement à poursuivre ses efforts. Il invite l'APSARA et l'UNESCO à renforcer le développement des activités de collecte de documents du Centre International de Documentation Scientifique et Technique sur Angkor, qui devra regrouper à terme toute la documentation produite lors des projets de sauvegarde et de développement du site. Il les invite également à continuer à faire des efforts de mobilisation pour développer les partenariats avec les équipes internationales sur le site.

Par ailleurs, le Comité souhaiterait obtenir des informations complémentaires sur le suivi des travaux entrepris sur le porche d'entrée du massif

central et sur les gradins effondrés de la douve ouest du temple d'Angkor Vat, ainsi que sur le développement touristique du site et l'aménagement des infrastructures dans ce domaine, en particulier le suivi de la question du transfert de l'aéroport de Siem Reap/Angkor."

Le Comité pourrait maintenir ce bien sur la liste du patrimoine mondial en péril.

Ensemble monumental de Hampi (Inde)

Inscription sur la LPM : 1996 ; sur la LPMP : 1999.

Assistance internationale : Aucune

Résumé des précédents débats :

Vingt-troisième session du Bureau – paragraphe IV.60

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.33

Vingt-quatrième session du Bureau – paragraphe IV.18

Nouvelles informations : Un atelier sous-national prévu sur le site d'Hampi en octobre 2000 et devant traiter du renforcement de la gestion des sites indiens du patrimoine mondial était en cours d'organisation par le Centre du patrimoine mondial lors de la préparation du présent document. Le Centre du patrimoine mondial fera rapport à la session du Bureau sur les résultats concernant l'état de conservation du site et les récents aménagements à Hampi qu'ont entrepris les Gouvernements central et fédéral responsables du site ; ces résultats seront disponibles à l'issue de l'atelier en octobre 2000.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter étudier les résultats et les recommandations du Secrétariat lors de sa session et prendre les décisions appropriées à cet égard.

Fort de Bahla (Oman)

Inscription sur la LPM : 1987 ; sur la LPMP : 1988.

Assistance internationale : 1988 : 67.772 dollars au titre de la coopération technique ; 1989 : 50.000 dollars ; et 1995 : 9.772 dollars pour des conseils techniques et des travaux de conservation urgents. Les précédentes missions annuelles entre 1996 et 1999 ont été effectuées sur une base de partage des coûts pour suivre les travaux de restauration et conseiller l'équipe de conservation.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.19

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.16

Nouvelles informations : Suite à la recommandation de la vingt-quatrième session ordinaire du Bureau, deux consultants ont rédigé des "Guidelines for the establishment of a management plan for Bahla Fort and oasis, a World Heritage Site". Une mission a été prévue sur le site en septembre 2000 pour discuter du plan de gestion mais elle a dû être reportée.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter le texte suivant :

"Le Comité engage les autorités à poursuivre la préparation du plan de gestion et à faire rapport sur l'avancement réalisé pour le 15 avril 2001. Le Comité décide de maintenir ce bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril."

Zone archéologique de Chan Chan (Pérou)

Inscription sur la LPM : 1986 ; sur la LPMP : 1986.

Assistance internationale : A ce jour : 78.650 dollars pour la conservation du site et la préparation de son plan de gestion.

Résumé des précédents débats :

Vingt-quatrième session ordinaire du Bureau – paragraphe IV.20

Vingt-troisième session du Comité – paragraphe X.17

Nouvelles informations : Les autorités péruviennes ont informé le Centre du patrimoine mondial de l'adoption d'une loi concernant la création d'un Comité multisectoriel pour la Zone archéologique de Chan Chan, présidé par l'Instituto Nacional de Cultura de La Libertad. Le Comité sera responsable de la coordination générale de tous les efforts de protection et de promotion. De plus, un Conseil consultatif a été mis en place pour conseiller la Direction de la Zone archéologique de Chan Chan sur toutes les questions relatives à la gestion du bien, en particulier la mise en œuvre du plan directeur.

Action requise : Le Comité pourrait souhaiter adopter la décision suivante :

"Le Comité félicite l'Etat partie de ses efforts pour protéger le bien et mettre en œuvre le plan directeur. Le Comité prie les autorités péruviennes de soumettre un rapport d'avancement avant le 15 septembre 2001, pour étude par le Comité du patrimoine mondial à sa vingt-cinquième session. De plus, le Comité décide de maintenir ce bien sur la Liste du patrimoine mondial en péril."